



La force de tous  
les agents de la DGFIP

**BOURGOGNE**



**Chalon sur Saône le 30 juin 2017**

## **Communiqué de presse**

Suite à la publication du rapport de la Cour des Comptes « Situation et perspectives des Finances Publiques », le gouvernement, par la voix du Ministre de l'Action et des Comptes Publics Gérard Darmanin, a officiellement annoncé dans les médias, le 29 juin, le gel du point d'indice des fonctionnaires pour 2018. Ce sujet avait déjà été abordé par le Ministre lors des audiences bilatérales avec les organisations syndicales fin mai, et il avait alors indiqué que **le rendez-vous salarial 2017 ne comporterait pas de mesure de cet ordre.**

Cette annonce maintenant officielle, faite sans attendre le Conseil Commun de la Fonction Publique qui aura lieu le 10 juillet prochain, montre bien à quel point la fonction publique est pour ce gouvernement une des principales variables d'ajustement budgétaire.

Rappelons que les fonctionnaires ont subi d'importantes pertes de pouvoir d'achat cumulées : 18,48 % depuis 2000, 21,5% depuis 1995. Et avec la mise en place de PPCR dans la Fonction Publique, c'est encore 400 millions d'euros d'économisés sur le dos des fonctionnaires.

Elle confirme les craintes que Solidaires avait exprimées notamment par rapport à l'absence de Ministère de la Fonction Publique de plein exercice. A l'évidence lorsque le Ministre de l'Action et des Comptes Publics a besoin de faire des coupes budgétaires, nul besoin de discussion. Il suffit qu'il s'adresse à lui-même puisqu'il est également en charge de la Fonction Publique.

Solidaires Fonction Publiques est excédée de constater que les gouvernements, quels qu'ils soient, nous ressortent les mêmes vieilles recettes éculées. **La fonction publique a bon dos !**

Le rapport de la Cour des Comptes pointe une pseudo-nécessité d'économies. A aucun moment, en réponse, le gouvernement n'évoque la lutte contre la fraude fiscale, pourtant source d'importantes recettes.

Solidaires rappelle que, chaque année, l'Etat se prive volontairement des quelques 60 à 80 milliards d'euros de recettes qui s'échappent en raison de la fraude fiscale générée essentiellement par le monde de la finance et des entreprises. Il ne faut pas oublier les 20 milliards d'euros de fraude sociale.

Si l'on rajoute le projet des 120 000 suppressions d'emplois prévues dans le programme électoral du Président Macron (dont 50 000 pour la Fonction Publique d'Etat avec la moitié pour Bercy), on aura compris que ce gouvernement a pour objectif d'attaquer la fonction publique, les services publics et la cohésion sociale.

Que fait-on des femmes et des hommes : fonctionnaires de police, gendarmes, médecins, infirmières, enseignants, douaniers, inspecteurs du travail, agents des finances publiques..... ? Avec tout le maillage territorial de proximité pour assurer l'équité entre les territoires ruraux et urbains et éviter de creuser la fracture sociale.